

Groupe de Travail du 10 septembre 2020



Montreuil, le 10/09/2020

GT SÉCURITÉ SANITAIRE DES AGENTS ET ACTIVITÉ EN SITUATION DE CRISE

Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques

✉ : cgtf financespubliques.bn@dgifp.finances.gouv.fr | [Suivez-nous sur facebook](https://www.facebook.com/cgtfinancespubliques) ou [twitter](https://twitter.com/cgt_finpub) : @cgt_finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) | [@cgt_finpub \(CGT Finances Publiques\)](https://www.linkedin.com/company/cgtfinancespubliques)

Malheureusement, à la lecture des derniers indicateurs, tels que l'augmentation du nombre de tests positifs, du nombre de départements placés en zone rouges etc... le virus et la crise sanitaire ne sont pas derrière nous. Et il est même question aujourd'hui d'un rebond ou d'une deuxième vague, sans augurer « des décisions difficiles » à venir lors du prochain « conseil de défense ».

Malheureusement le gouvernement, à l'instar de sa gestion de crise depuis le départ, continue sa politique floue et passe des messages contradictoires, trop nombreux pour les citer mais à titre d'exemple masque obligatoire lorsqu'on est seul dans sa voiture dans certains départements mais 12000 spectateurs au Puy du Fou..., masque obligatoire en extérieur mais pas pour les joggers, situation jugée critique avec des discours anxiogènes mais réflexion sur la réduction de la quatorzaine (seul pays où cela est envisagé)... Bref la France est encore pointée du doigt par ses voisins européens et la population comprend qu'une fois de plus l'amateurisme ou l'arrogance sont à l'œuvre... Ce que l'on comprend derrière tout cela, c'est que dorénavant la crise économique préoccupe plus le gouvernement que la crise sanitaire. C'est un changement de paradigme !

Que les choses soient claires, la CGT est pour la protection des salariés et de la population en général, notamment par le port du masque. Mais comment ne pas analyser certaines mesures de port obligatoire du masque comme un signe d'impuissance, quand elles ne sont pas assorties de stratégies cohérentes et généralisées qui devraient être par exemple l'articulation de tests et d'isolement des personnes positives, le port du masque dans les lieux à forte affluence sans exception pour les coureurs, la continuité d'incitation au travail à domicile, la diminution du temps de travail ou horaires décalés pour limiter l'affluence dans les transports et les lieux de travail, des mesures réellement différenciées entre les zones rouges et les autres etc.

Globalement la CGT est porteuse de propositions concrètes qu'elle rappelle systématiquement avec conviction auprès du gouvernement, des ministères et des entreprises.

En ce qui concerne la DGFIP, la CGT Finances Publiques a depuis le début de la crise sanitaire porté de nombreuses revendications qui ont permis dans le dialogue d'améliorer la protection des agents et de maintenir le service public.

Pour la CGT Finances Publiques, la situation nécessite toujours des mesures exceptionnelles et des adaptations dans les services, avec comme objectifs la protection sanitaire des agents des finances publiques, de la population et le maintien d'un service public de qualité.

La situation actuelle reste une situation exceptionnelle et doit donc continuer à faire l'objet de mesures exceptionnelles.



Nous reviendrons plus en détail dans les fiches sur notre analyse et nos revendications qui, nous le rappelons, correspondent à cette période inédite.

Avant de conclure ces propos liminaires, la CGT Finances Publiques exprime son indignation la plus complète, son écœurement, sa révolte de voir l'administration reprendre avec force le démantèlement de la DGFIP que vous appelez NRP, déjà rejeté massivement par les agents et de nombreux élus avant cette crise sanitaire.

Les agents de la DGFIP, comme le reste de la population, sortent d'un confinement difficile qui a mis à mal leur vie personnelle et professionnelle, vivent une rentrée pleine d'incertitudes liées à la crise sanitaire. Ils avaient déjà, dans le baromètre social, exprimé leurs craintes et leur mal être.

La préoccupation de l'administration est donc de reprendre et d'accélérer la démolition de leur lieu et outil de travail ?

Ainsi, après plusieurs mois de crise, la DGFIP préfère privilégier la reprise et l'accélération des réformes comme le NRP et les LDG plutôt que de stabiliser et développer les mesures de préventions de ses agents et des contribuables.

Nous attestons de ce fait de nombreux dysfonctionnements qui nous remontent, les directions étant obnubilées et accaparées par les réformes à mettre en place.

Pourtant, s'agissant plus particulièrement de la DGFIP et de ses agents, leur rôle majeur a été souligné par le ministre de l'action et des comptes publics dans son message du 2 avril 2020 : « ... *Sans votre concours, les salaires des agents publics, les pensions des agents de l'État, les factures de tous les ministères, hôpitaux, collectivité locales et opérateurs publics ne pourraient continuer à être payées en temps et en heure. Sans vous, les impôts ne pourraient continuer à être perçus. Sans votre action, le soutien aux entreprises au moment où la survie de nombre d'entre elles est en jeu n'aurait pas cette portée immédiate...* **Vous contribuez ainsi à la continuité de l'État, au soutien à la vie économique et financière du pays** ».

Alors, sauf à profiter de l'état de sidération provoqué par cette crise qui dure, en faisant fi de l'impact désastreux de ces réformes sur les agents, la CGT Finances Publiques ne voit aucune autre raison que des économies budgétaires à cette reprise précipitée et inadmissible de ces chantiers. Au risque de ne plus assurer la continuité de l'État !

Les agents de la DGFIP sont attachés à leurs missions et au service public qu'ils rendent au quotidien, ils ne sont pas de passage, ils ne peuvent plus accepter que leur administration doive se réformer coûte que coûte. A chaque gouvernement, à chaque ministre, ils ont entendu le même discours. Monsieur le directeur, les agents ont compris depuis longtemps que la DGFIP est à « abattre » car elle ne correspond pas aux dogmes ultra libéraux des gouvernements.

La CGT Finances Publiques est aux côtés des agents, elle les défendra jusqu'au bout, tout comme elle défendra jusqu'au bout la DGFIP et ses missions. Elle appelle d'ores et déjà les agents à se mettre en grève dès le 17 septembre prochain, pour défendre leurs missions, leurs droits et garanties, pour un « jour d'après » juste et durable.

